

Politiques publiques numériques en Algérie : trajectoires, programmes et disparités territoriales
Digital public policies in Algeria: trajectories, programs and territorial disparities

TLIOUA ABED

Université Alger 3, abed.tilioua@univ-bejaia.dz

Received: 02/07/2025

Accepted:26/12/2026

Publication:29/12/2025

Résumé :

Les politiques publiques numériques en Algérie ont marqué un pas important avec e-Algérie en 2013 et la série de mesures prises dans le cadre de la stratégie nationale pour la transformation numérique nationale à horizon 2025-2030. Toutefois, on ne peut ignorer l'existence de disparités territoriales malgré les efforts fournis en matière d'infrastructures (fibre optique, FTTH). L'absence de coordination institutionnelle et la centralisation en matière de prise de décision combinée à la mauvaise formation des personnels locaux empêchent une réelle inclusion à l'échelle nationale

Mots clés : politiques publiques – transformation numérique – disparités territoriales – Infrastructures TIC – Inclusion numérique

Abstract:

Digital public policies in Algeria have taken a significant step forward with e-Algeria in 2013 and the series of measures taken as part of the national strategy for national digital transformation by 2025-2030. However, the existence of territorial disparities cannot be ignored despite the efforts made in terms of infrastructure (fiber optics, FTTH). The lack of institutional coordination and centralization in decision-making combined with poor training of local staff prevent real inclusion at the national level.

Keywords : Public policies – Digital transformation – Territorial disparities – ICT infrastructure – Digital inclusion

1. Introduction

L'Algérie est lancée dans une course contre la montre pour numériser son secteur public et moderniser ses services, en particulier via les technologies de l'information et de la communication (TIC). Grâce à son plan numérique et à la Stratégie nationale pour le numérique 2025-2030, le gouvernement déploie des efforts considérables pour étendre la fibre optique, généraliser la 4G et développer l'e-administration. L'objectif clair est de garantir un accès à un internet haut débit et de qualité pour tous les citoyens, tant en milieu urbain que rural.

Cependant, ces ambitions se heurtent à des défis importants, que nous soulignons et analysons dans cet article. Notre étude révèle un déséquilibre persistant entre les zones urbaines et rurales. Les opérateurs privés favorisent les villes au détriment des zones rurales. Malgré son rôle central, Algérie Télécom peine à combler ce fossé, souvent freinée par un manque d'investissement et une mauvaise coordination avec les autorités locales.

Malgré l'émergence d'initiatives locales prometteuses, notamment des partenariats public-privé et des projets de pôles numériques dans certaines wilayas, la gouvernance territoriale reste un maillon faible. Bien que les élus locaux soient au plus près des réalités du terrain, ils sont rarement impliqués dans la planification stratégique.

L'Algérie se trouve à la croisée des chemins. Le succès de sa transformation numérique dépendra de sa capacité à surmonter ces obstacles, à rééquilibrer ses efforts entre zones urbaines et rurales et à impliquer toutes les parties prenantes pour une planification stratégique optimale.

2. Objectifs et priorités des politiques numériques

La trajectoire des politiques publiques numériques en Algérie s'est structurée autour de plusieurs programmes nationaux successifs, traduisant une volonté d'accélérer la transformation digitale de l'État et des territoires. Ces politiques reflètent une évolution progressive des objectifs : initialement centrés sur la modernisation administrative et l'informatisation de l'État, ils intègrent aujourd'hui des dimensions plus complexes liées à l'inclusion, à la souveraineté numérique, à la gouvernance intelligente et à l'ancrage territorial du numérique.

Le tableau suivant présente une synthèse des trois principales stratégies nationales déployées à ce jour, leurs objectifs affichés, leur temporalité et leur état d'avancement en 2024.

Table N°1. Objectifs et priorités des politiques numériques

Programme	Objectifs principaux	Période	État d'avancement (2024)
e-Algérie 2013	Modernisation de l'État, Intranet gouvernemental, culture numérique	2008–2013	~38 % atteints
Stratégie Haut Débit	Couverture 85 % haut débit, 100 Mbps, 26 000 sites fibrés	2012–2020	Partiellement réalisé
SNTN 2025–2030	Gouvernance numérique, inclusion, IA, Smart Cities	2023–2030	Déploiement en cours (25 axes)

Source : issue de notre propre enquête

Le tableau montre que si l'Algérie a initié très tôt un programme numérique ambitieux (*e-Algérie 2013*), sa mise en œuvre a souffert de plusieurs freins structurels : faible coordination interinstitutionnelle, déficit de compétences numériques, instabilité politique. Le taux de réalisation partiel (~38 %) témoigne d'une difficulté à traduire les objectifs initiaux en changements effectifs à l'échelle locale.

La stratégie à large bande ou du haut débit (2012-2020) marque un changement significatif vers une approche plus technique, avec des objectifs spécifiques décrits en termes d'infrastructure : la disponibilité généralisée du haut débit, l'expansion des réseaux de fibres optiques. Toutefois, le déploiement reste partiellement réalisé, notamment dans les zones rurales et montagneuses, où l'accès reste inégal.

La stratégie nationale de transformation numérique (SNTN 2025-2030), récemment dévoilée, présente une approche plus complète et localisée : il intègre la gouvernance intelligente, l'inclusion numérique, la cybersécurité, l'intelligence artificielle et les villes intelligentes (Smart Cities). Son exécution repose sur 25 axes structurants, mais elle en est encore à sa phase de démarrage.

Le tableau met en lumière un décalage constant entre les ambitions stratégiques nationales et les capacités de mise en œuvre territoriale. Cette dynamique se

caractérise par un recentrage sur la question de la gouvernance locale, des modalités de prise en compte des différences de réalité des communes, selon une approche ascendante.

3. L'émergence des TIC et du haut débit en Algérie

3.1. La commission nationale de Large Bande (CNLB) pour la promotion de l'accès à haut et très haut débit

L'accès à tous les réseaux de télécommunications de haut et très haut débit du territoire national est en effet un incontournable préalable à l'édification en Algérie de la société de l'information et de l'économie numérique, synonymes de développement et de progrès.

Conscient du caractère stratégique et du rôle incontournable de l'usage à très large échelle des technologies de l'information et de la communication (TIC), le gouvernement a constitué en 2012, une commission intersectorielle élaborant "la stratégie nationale du haut et très haut débit" à moyen et à long terme. Il s'agit de la Commission nationale de large bande (CERIST, 2012)

Cette Commission vise à promouvoir les accès haut et très haut débit à travers tout le pays afin de les mettre à la portée de tous les citoyens. Elle vise aussi à faire de ces accès un moteur de la croissance économique comme elle porte sur le développement de la large bande pour satisfaire les grandes exigences d'une société du savoir.

Les objectifs ont été ainsi énoncés sur trois axes : le développement de l'infrastructure, la création des offres de services et de contenus et, enfin, la mise en place des cadres réglementaires et organisationnels. Des priorités ont été définies et une série de 70 mesures, couvrant plusieurs aspects de la question, ont été arrêtées pour être réalisées dans le cadre de cette stratégie.

La démarche préconisée est la suivante : augmenter à brève échéance les débits dans les réseaux filaires existants, poursuivre le développement des réseaux filaires haut débit dans les nouvelles cités en gardant à l'esprit qu'ils doivent être connectés par des supports à très haut débit fixes et sans fil, déployer dans des délais raisonnables les réseaux mobiles de nouvelle génération et sans fil haut débit (3G+, 4G...) et fournir, à longue échéance, l'accès optique à tout endroit du territoire - à l'exception de zones du grand-sud ou rurales à relief très montagneux peu denses, où la technologie sans fil (4G, satellite...) restera la solution.

La stratégie mise en place porte sur le raccordement d'au moins 85 % des ménages à l'horizon 2015 par des accès qui supportent des débits de 2 Mbit/s au moins et pour 2020, des débits plus élevés sont visés, 100 Mbit/s pour 85% des ménages et au moins 8 Mbit/s pour les 15 % restants (zones très éparées).

Il est également question de raccorder, via la fibre optique, toutes les localités de l'ensemble du pays, qu'il s'agisse des agglomérations du chef-lieu et des petites communes ou des lycées, des collèges, des écoles primaires, des centres de formation professionnelle et des établissements de santé (soit 26.000 sites au total), les zones d'activités ou industrielles et les entreprises ainsi que les administrations avec des accès qui permettent des débits de 100 Mbit/s. Quant aux universités, elles seront desservies par des débits de 1 Gbit/s. Près de 800 sites économiques sont à raccorder en fibre optique (zones d'activités, zones industrielles existantes ou en cours de création...) et 700 000 PME/PMI/TPE.

Les objectifs fixés pour 2015 se basent sur 50 % de connexions fixes et 35 % de connexions au haut débit mobile. C'est pourquoi le déploiement des réseaux mobiles de nouvelle génération, en s'appuyant sur leurs évolutions récentes (3G+), est à entreprendre le plus rapidement possible.

Par ailleurs, il s'agit de favoriser un accès ouvert et transparent aux réseaux, afin de permettre aux fournisseurs de services (ISP) de concevoir des offres d'accès à Internet et des prestations à valeur ajoutée. Autant, l'introduction d'opérateurs de réseaux mobiles virtuels est envisagée avec des configurations qui doivent être adaptées à notre réalité.

S'agissant de la fibre optique, ce sont près de 100 000 Km de canalisations qui restent à réaliser pour atteindre les objectifs de la stratégie du haut et très débit. Les travaux de génie-civil de ces canalisations sont coûteux (ils représentent 60 à 70 % des coûts d'une liaison en fibre optique). Le concours des collectivités locales est donc nécessaire en vue de structurer et accompagner la maîtrise d'ouvrage locale en matière d'aménagement numérique du territoire.

3.2. Rôle et Stratégie des autorités publiques pour encourager le haut débit :

Les politiques publiques peuvent jouer un rôle complémentaire à l'efficacité du marché, en agissant tant sur le plan de l'offre que de la demande pour instaurer un cycle vertueux où l'expansion des contenus est liée à l'extension des infrastructures et vice versa, comme par exemple :

- Élaboration d'une politique audacieuse et déterminée orientée vers les TIC, suivie de l'instauration d'un cadre législatif et réglementaire visant à favoriser la concurrence, l'interopérabilité entre les plateformes alternatives et l'expansion de la couverture dans les régions sous-desservies.

- Une stratégie inclusive qui engage toutes les parties concernées (secteur public, privé et société civile), dont les apports (expression des besoins) sont des éléments cruciaux pour le succès.

- Établissement d'indicateurs pour surveiller et évaluer les politiques en utilisant des observatoires dynamiques à l'échelle nationale.

- Encouragement de l'investissement public et privé selon une perspective technologiquement neutre.
- Soutien à la recherche (R&D) et à l'innovation (universités, incubateurs, observatoire, etc.).
- Mise en place d'un point de connexion Internet à l'échelle nationale (IXP).
- L'importance de la sécurité et de la confiance dans l'encouragement de l'usage du haut débit.

4. Le plan E-Algérie : un programme inachevé qui a enregistré un progrès notable

Après avoir lancé la stratégie algérienne d'édification de la société de l'information fondée sur la connaissance présentée entre 2003 et 2005, ainsi que le réseau Intranet Gouvernemental (RIG) en 2004, le gouvernement algérien a démarré avec une première feuille de route dans le cadre de ce plan e-Algérie, engagé en 2008 par l'ex-ministre de la Poste et des technologies de l'information et de la communication Hamid Bensalah, et qui devait être mené en mode quinquennal jusqu'en 2013 (MPTIC, 2008). Dans une contribution au journal El Watan, Ali Kahlane (Kehlane, 2008), s'appuyant sur un audit de la Cour des Comptes de 2015, a attesté que le constat était fait que seulement 38% des objectifs du plan e-Algérie avaient été réalisés. Un constat qui peut légitimement susciter des interrogations sur l'efficacité propre du programme dans sa contribution à l'équipement numérique de l'Algérie.

D'autres encore parlent, à cet égard, de l'échec (Taib, 2015) de la politique publique dans le champ des TIC, à propos du projet « Ousratic » qui faisait partie, notamment, du projet « e-Algérie 2013 » et qui avait pour objectif de permettre à six millions de foyers de pouvoir s'équiper d'un ordinateur à un prix socialement accessible, ce qui s'est finalement soldé par un échec à ce jour du fait que le nombre de foyers s'étant dotés d'un ordinateur serait inférieur à un million. Le coût des dispositifs informatiques (ordinateur, abonnement, wi-fi, logiciels, Smartphone, tablette) présent sur le marché reste trop élevé par rapport au pouvoir d'achat du citoyen algérien moyen.

Selon les propos de M. Kehlane, le programme e-Algérie a été relancé en 2014 avec l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD) piloté notamment par la société de conseil Roland Berger dans le cadre d'un « Projet d'appui au recadrage de la stratégie e-Algérie et à l'élaboration de la démarche de mise en œuvre de l'axe e-Gouvernement (ONU, 2022), mais le projet n'a pas

abouti et aucun résultat n'a été rendu compte suite au rapport final qui a été remis au MPTIC en mars 2017.

Table N°2. Récapitulatif détaillé des différentes actions du programme e-Algérie

Axe majeur	Nombre d'actions	Désignation de l'axe Majeur e-Algérie	Taux		
			2017	2021	2024
H	7	Mise à niveau du cadre juridique national	42,86%	85,71%	85,71%
E	20	Renforcement de l'infrastructure des télécommunications à haut et très haut débit	25,00%	75,00%	85,00%
F	8	Développement des compétences humaines	12,50%	75,00%	87,50%
D	27	Impulsion du développement de l'économie numérique	37,04%	74,07%	77,78%
L	6	Mesures organisationnelles	33,33%	66,67%	66,67%
G	21	Renforcement de la recherche développement et de l'innovation	28,57%	61,90%	71,43%
J	7	Valorisation de la coopération internationale	28,57%	57,14%	57,14%
A	867	Accélération de l'usage des TIC dans l'administration publique	29,30%	52,02%	67,70%
C	14	Développement des mécanismes et des mesures incitatives permettant l'accès des citoyens aux équipements et aux réseaux des TICs	21,43%	50,00%	71,43%
B	13	Accélération de l'usage des TIC dans les entreprises	15,38%	46,15%	61,54%
I	6	Information et communication	20,00%	40,00%	50,00%
K	4	Mécanismes d'évaluation et de suivi	0,00%	0,00%	25,00%
	1 000	Taux globaux	24,50%	56,97%	68,30%

Source : Ali Kehlane, 2024

Dans le tableau ci-dessus se trouve un récapitulatif des différentes actions du programme e-Algérie, montrant l'évolution de la numérisation à travers les axes majeurs du programme, ainsi que l'évaluation de l'état d'avancement du programme e-Algérie entre 2017 et 2021.

Lecture : le tableau en question montre un taux d'achèvement du programme e-Algérie, passant de plus de 24/% en 2017 à 68% en 2024. Cependant, comme le montre le tableau, il n'y a eu de progrès notables que dans des domaines clés tels que la modernisation du cadre juridique et l'infrastructure des télécommunications, ce qui est un signal positif et un investissement direct. La partie qui n'a montré aucun signe d'amélioration concerne les axes mécanismes d'évaluation et de suivi, et c'est une préoccupation énorme pour cerner la gouvernance entourant le programme.

D'après Ali Kehlane, le programme e-Algérie affichait un taux d'avancement global de 57% en 2021, mais ce résultat reste en deçà des espérances de départ, révélant un décalage entre les visées et ce qui a été accompli. Il est donc impératif d'optimiser la gestion, le contrôle et la cohérence entre les buts et les moyens mis en œuvre, afin d'améliorer la perspective pour la stratégie actuelle de mutation numérique de l'Algérie (2025-2030).

Ainsi Ali Kehlane a révélé que le programme e-Algérie a connu un moment de succès après la pandémie, notamment concernant l'évolution de l'économie numérique, le développement et l'élargissement des infrastructures à haut débit de télécommunication et l'amélioration des compétences humaines et autres domaines. Un total de 55 activités étaient initialement prévues, mais 41 d'entre elles ont été entièrement exécutées.

Il a préconisé d'aller vers des partenariats public-privé pour parachever le programme en ce qui concerne l'amélioration des infrastructures et technologies existantes, par une augmentation de la bande passante internationale et un nombre croissant d'utilisateurs d'Internet.

Dans cette analyse, l'auteur a mentionné comme exemples importants la refonte du système de sécurité sociale via la carte Chiffa, l'amélioration des services en ligne grâce à la carte Eddahabia, ainsi que la transformation numérique des services financiers représentée par BaridiMob. Des avancées similaires sont également enregistrées dans le secteur judiciaire, par l'adoption de ces technologies numériques ce qui a rendu les services plus efficaces et accessibles.

5. Une meilleure approche de l'inclusion numérique et l'accessibilité

Tout en restant sur le sujet du désenclavement numérique dans les régions rurales, il semble donc judicieux de se pencher davantage sur la question de l'amélioration de l'accès à la technologie dans les régions souvent enclavées et défavorisées. Il est de première nécessité que cette expansion garantisse l'inclusion. Les partenariats avec des sociétés de télécommunications et des organisations internationales sont vitaux pour renforcer la connectivité dans les régions rurales, en utilisant des technologies à fibres optiques et 5G dans les zones concernées. Dans ces domaines, des séminaires sur les compétences en alternatives numériques peuvent être traitées en outre exceptionnellement.

Des spécialistes appellent par ailleurs à mettre en place des kiosques numériques et des points d'accès communautaires pour améliorer l'accès aux services publics numériques, notamment dans les zones rurales. Ainsi que le lancement des campagnes d'information pour sensibiliser le public sur les avantages de la numérisation.

Alors que d'autres acteurs préconisent des mesures incitatives pour un accès subventionné aux TIC visant une plus large accessibilité de ses technologies notamment dans les régions défavorisées.

En somme, le jugement porté sur le programme e-Algérie n'est pas ambivalent, mais il est essentiel de mettre en valeur l'expertise locale développée, qui

constitue un élément clé de cette stratégie numérique. Ce savoir-faire se reflète entre autres, dans la progression du commerce numérique, des services et des transactions en ligne innovantes, l'élargissement de la fibre optique, la finalisation de la couverture 4G et les préparatifs pour le déploiement de la 5G, sans oublier l'enseignement spécialisé, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle.

La création d'un écosystème dynamique pour les start-ups technologiques implique la mise en place d'incubateurs et d'accélérateurs à l'instar du cyberparc de Sidi Abdellah et le généraliser dans les différentes wilayas, avec des partenariats public-privé (pouvoirs publics-entreprise, université). Dans certains pôles urbains, il faut développer des villes intelligentes (smart cities) et de certains projets pilotes qui intégreront la technologie 5G dans l'objectif serait la stimulation de l'économie numérique et l'intégration des jeunes pépites dans ce domaine.

Ces réalisations représentent non seulement des jalons vitaux, mais permettront également de concrétiser d'autres alternatives dans le domaine du numérique en Algérie.

6. État actuel du numérique depuis l'année 2020

6.1. Des infrastructures technologiques en cours de modernisation

L'évolution numérique d'une nation dépend de l'existence d'infrastructures robustes, évolutives et souveraines. Depuis 2020, l'Algérie a accompli des avancées significatives dans des domaines clés comme les télécommunications, les centres de données, la très haute capacité de connexion et l'intelligence artificielle appliquée (Algérie, 2025).

Ces progrès sont appuyés par des financements publics, l'évolution de l'ingénierie locale et l'exploration d'innovations à portée internationale. Néanmoins, l'importance accordée aux technologies étrangères, notamment en ce qui concerne les équipements réseau, les logiciels essentiels et les infrastructures en nuage, constitue un obstacle à la souveraineté numérique.

Accès internet optimisé

En janvier 2024, l'Algérie comptait 33 490 000 internautes, soit 72,9 % de ses 45,95 millions d'habitants, ce qui représente une croissance de 3,9 % (+1 200 000) par rapport à l'année précédente. Néanmoins, les écarts régionaux restent importants : seulement 24,5 % des habitants des zones rurales disposent d'un accès haut débit, contre 75,5 % en milieu urbain (Kepios, Digital 2024 : Algeria – Global Digital Insights, 2024).

En avril 2025, le nombre d'abonnés à la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) s'est élevé à 1 900 000 et la tendance à la hausse rapide se poursuit pour la diffusion du très haut débit (THD).

Par ailleurs, grâce à l'augmentation de la capacité de backbone et des liaisons de câbles sous-marins, la capacité internationale de bande passante de l'Algérie est élevée à 10,2 Tbit/s.

Les réalisations clés en matière de connectivité nationale favorisent le développement ultérieur des technologies.

La téléphonie mobile continue de montrer une forte expansion. En 2025, la distribution du marché mobile se présente comme suit :

- Mobilis : 41,0 pour cent.
- Djazzy : 31,72 pourcent.
- Ooredoo : 27,27 pour cent.

Selon les prévisions, la 5G sera mise en place dans les grandes villes d'ici fin 2025 ou début 2026 suite aux résultats de tests pilotes effectués par Mobilis à Oran, Djazzy à Alger et Ooredoo à Constantine. Les essais en question ont été réalisés en utilisant la bande des 3,5 GHz, en collaboration avec des partenaires technologiques tels que Huawei, Nokia et ZTE.

6.2. Des projets tangibles dans le domaine des télécommunications

- Le système d'inscription universitaire du MESRS gérant, entre autres, l'orientation post-bac, les opérations en ligne, la gestion des dossiers étudiants via la plateforme « Progres » fonctionne déjà de façon normale avec des centaines de milliers d'utilisateurs au niveau national.
- Le site Web d'AADL a fait l'objet d'une restructuration et de contrôle sécurité pour parvenir à gérer la gestion des centaines de milliers de souscripteurs à cette formule à la suite des perturbations techniques causées par la congestion du réseau.
- L'utilisation massive de la plateforme de BaridiMob lancée par Algérie Poste, 2024 a enregistré plus de 20 millions de transactions. Ces dernières attestent de la performance réalisée en termes d'inclusion financière.
- La généralisation des documents biométriques représente également un accomplissement majeur : les passeports, les cartes nationales d'identité, les permis de conduire et bientôt les cartes grises sont désormais émis en quelques jours, avec une fiabilité élevée et dans des délais considérablement raccourcis.

- Les documents d'état civil peuvent maintenant être consultés en ligne grâce à la plateforme du ministère de l'Intérieur, permettant aux administrés d'obtenir des papiers nécessaires (acte de naissance, acte mariage, acte décès) sans se déplacer de manière pratique et sécurisée.

De plus, l'Algérie a noué plusieurs partenariats internationaux avec l'UIT, la Banque Africaine de Développement (BAD), la Smart Africa Alliance. Elle a par ailleurs inauguré le Fonds d'investissement algérien pour séduire les investissements dans le domaine du numérique.

6.3. Ressources humaines et compétences

L'Algérie, qui compte près de 70 % de sa population ayant moins de 35 ans, possède un potentiel humain significatif, censé faciliter l'adoption rapide des technologies digitales. Ce profil démographique représente un atout stratégique pour la conversion numérique du pays. Néanmoins, l'accès à l'outil numérique, son utilisation concrète ainsi que les compétences digitales fondamentales sont toujours caractérisés par de grandes disparités sur le plan géographique, économique et générationnel. La société algérienne se trouve donc à la fois en position de leader et fragilement insérée dans la transition numérique actuelle.

La population d'internautes se caractérise par sa jeunesse.

Des événements marquants peuvent être observés dans le secteur des TIC. Par exemple, en 2024, le nombre d'internautes a dépassé les 33,5 millions. La plupart des jeunes se connectent via mobile. Cependant, il existe de grandes différences numériques, uniquement, 24,5 % de la population rurale a accès à Internet à haut débit, contre 75,5 % chez les urbains. Il convient de noter que la répartition géographique de la population crée de grandes difficultés pour garantir un accès numérique équitable.

En 2024, l'application BaridiMob avait dépassé les 40 millions de transactions, confirmant l'entrée dans une nouvelle phase de la finance numérique. De la même manière, la plateforme Moukawil.dz orientée entrepreneuriat et des MOOCs éligibles de différentes institutions sont utilisés par près de 200 000 personnes.

L'utilisation des réseaux sociaux illustre particulièrement bien cette appropriation de la technologie. En janvier 2024, 24,85 millions d'Algériens utilisaient des réseaux sociaux (54,1 % de la population totale), avec une répartition hommes/femmes de 59,0 %/41,0 %. La plateforme Snapchat (NAIT-ALI,

Réseaux sociaux : plus de 24 millions d'utilisateurs en Algérie, 2024) présente une légère majorité d'utilisatrices (52,0 % de l'audience féminine vs 45,5 % masculine).

Les applications de messagerie dominant : WhatsApp (38,2 M), Facebook (32,6 M), Messenger (27,5 M), Instagram (19,1 M), tandis que l'attrait pour les formats vidéo se manifeste avec TikTok (18,7 M) et YouTube (18,5 M).

6.4. Disparités numériques et actions ciblées

Malgré l'augmentation de la connectivité, il persiste d'importantes disparités numériques, en particulier :

- Les différences d'accès aux appareils connectés et à l'Internet à très haut débit, surtout entre les régions urbaines et rurales.
- L'alphabétisation numérique est insuffisante pour une portion conséquente de la population, surtout parmi les adultes et dans certaines strates sociales. Des actions multiples ont été entreprises pour faire face à ces défis :
- Le programme École Numérique (Miloudi, 2023), qui incorpore les outils digitaux dans l'éducation fondamentale, vise à initier les nouvelles générations aux technologies dès leur plus tendre enfance.
- Dès 2024, l'objectif de la création de lycées expérimentaux dédiés à l'enseignement de l'intelligence artificielle est de permettre aux jeunes d'atteindre des compétences technologiques avancées.
- Le ministère de la Poste et des Télécommunications a mis en place un dispositif de Villages Numériques au sein duquel sont proposés des services numériques et des formations, dans des localités éloignées.

Ces actions reflètent l'ambition de populariser l'utilisation du numérique en Algérie, cependant leur influence demeure encore restreinte. Ces mesures ont du mal à générer des effets d'échelle suffisants pour satisfaire les exigences d'une population dépassant les 45 millions de résidents.

Certes, l'Algérie a mis un pas dans l'ère digitale. Les jeunes générations adoptent largement des plateformes, moyens de paiement et services numériques. Néanmoins, tout n'est pas rose sur ce point, puisqu'il y a un réel risque d'établir un taux d'exclusion numérique aux populations rurales, aux personnes âgées ou pour celles qui souffrent d'un manque d'accès à la technologie.

Il est essentiel de porter une attention accrue à l'amélioration des compétences numériques, à l'accès aux équipements et au maintien des projets pilotes, étant donné que d'importantes disparités persistent, notamment entre les zones urbaines et rurales.

Pour mener à bien cette transition, il est nécessaire de déployer ces actions à l'échelle du pays et d'assurer une véritable intégration numérique, pour empêcher que certains groupes sociaux ne soient exclus de ce processus de transformation.

Un potentiel qui n'est pas entièrement mis à profit.

Bien que 76,9 % de la population ait aujourd'hui accès à Internet et que 1,5 à 2 millions de foyers soient équipés en FTTH (MPT, 2024) — soit un bond de 3,5 M en 2020 à 5,8 M de foyers connectés en octobre 2024 - la structuration du secteur TIC reste encore limitée : on dénombre environ 15 000 spécialistes, 300 services numériques développés et des exportations en TIC peu significatives. Ce décalage entre ambition stratégique et résultats opérationnels justifie l'urgence d'opérer rapidement dans les domaines de la formation, de la gouvernance, des investissements et de la simplification administrative.

7. Stratégie nationale de transformation numérique à l'horizon 2030 : quelques éléments de compréhension

Depuis 2020, l'Algérie a entrepris de manière déterminée d'accélérer sa transition numérique. Engagement politique fort, réformes structurelles, élan institutionnel : les bases ont été établies. Simultanément, une société de plus en plus connectée adopte ces instruments et façonne leurs applications. Les progrès sont présents, parfois impressionnants, mais toujours dispersés, inégalement distribués, et fréquemment entravés par la bureaucratie. Une analyse minutieuse, en tenant compte des aspects politiques, économiques, sociétaux, technologiques, environnementaux et juridiques, aide à comprendre plus précisément la situation du numérique en Algérie et à envisager de manière claire les voies d'amélioration encore envisageables.

La transformation numérique (APS, 2023) est désormais perçue comme un axe transversal, soutenu par un engagement politique affirmé et un nouveau mode de gouvernance numérique structuré autour d'une nouvelle stratégie nationale de transformation numérique (SNTN) pour la période 2025–2030, portée par une nouvelle structure dénommée le Haut-Commissariat à la Numérisation (HCN), sous tutelle de la Présidence de la République.

Elle exprime une vision nette : positionner le digital comme un moteur essentiel pour l'autonomie, la croissance économique et la transformation de l'administration. Depuis sa mise en place en 2023, il a géré plus de 500 projets, dont les trois quarts sont dédiés à la réorganisation des services publics, qu'il ambitionne de finaliser vers 2025-2026. Suite à la stratégie-programme e-Algérie, démarrée en 2009, la SNTN incarne la seconde démarche organisée pour munir

l'Algérie d'une orientation numérique à moyen terme. Elle s'articule autour de 5 orientations stratégiques, 25 buts principaux (voir en pièce jointe le tableau de bord des 25 objectifs intégrés à la SNTN), et une direction placée au sommet de l'État.

❖ Cinq axes fondamentaux :

1. Infrastructures TIC (réseaux, data centers, domaine national .dz)
2. Capital humain : former 500 000 spécialistes en TIC (AlgérieEco, 2025) et réduire la fuite des compétences de
3. Gouvernance numérique : numérisation totale des administrations publiques
4. Économie numérique : contribution visée de 20 % au PIB, interdiction du cash au-delà de 500 000 DA et promotion des startups
5. Société numérique inclusive et participation citoyenne.

Table N°3. Stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030

Algérie Stratégie Numérique 2025-2030			
Dimension	Faits saillants / Enjeux clés (2020-2030)	Dispositifs, lois, institutions	Lecture critique / Analyse stratégique
Politique	Engagement présidentiel fort ; transformation numérique comme priorité de souveraineté ; pilotage par le HCN	HCN (2023), décret présidentiel n°23-314 ; stratégie validée août 2024 ; plans d'action à venir	Leadership politique affirmé, mais centralisation ; dépendance au pouvoir exécutif
Économique	Objectif : 20 % du PIB issu du numérique ; 1 Mds USD IDE ; 500 M USD export TIC ; soutien aux start-ups	Volet économique de la stratégie : fiscalité incitative, PME/PMI, champions nationaux, attractivité IDE	Ambitieux mais dépend du climat des affaires et de l'écosystème
Socioculturel	Inclusion numérique, promotion d'un contenu local, démocratisation de l'accès, identité numérique pour tous	100 % citoyens/entreprises avec identité numérique ; contenu national ; espace participatif	Bon alignement avec les besoins ; manque de mesures concrètes pour le rural
Technologique	200 000 km de fibre, 5,74M ménages connectés, 5+ data centers, cloud souverain, FTTH, DNS national (.dz)	100 % d'accès, rentabilisation bande passante, ½ million domaines .dz, export de services cloud	Base technique solide ; défi de souveraineté et de compétitivité
Environnemental	Peu développé ; mention indirecte de durabilité numérique via optimisation des ressources	Référence implicite à l'optimisation via numérique ; pas de stratégie verte numérique claire	Dimension à développer : Green IT, neutralité carbone, smart grid
Légal	Loi numérique en cours ; cybersécurité, e-services, gouvernance des données, protection des données	Loi numérique inclusive attendue ; stratégie cybersécurité 2025-2029 ; harmonisation légale prévue	Cadre en construction ; dépendance aux délais ; enjeu d'application

Source: Ali Kehlane, Linked IN, 2025

L'évaluation approfondie de chaque dimension, y compris les aspects essentiels, les lois en vigueur et une analyse détaillée, est présentée dans le tableau ci-haut. Cela rend plus simple l'analyse des bases structurelles de la stratégie nationale et permet de repérer les domaines qui pourraient requérir une surveillance accrue (Kahlane, 2025).

Disons que l'Algérie possède à ce jour une ligne directrice bien définie, une ossature principale incarnée par le HCN, et des initiatives tangibles qui sont en cours de déploiement. Cela dit, plusieurs éléments viennent ralentir cette progression :

- Opacité : L'accès aux renseignements relatifs aux projets numériques en gestation est trop limité, rendant difficile une appréciation précise de leur état d'avancement.
- Lenteur de la numérisation des sociétés : Un grand nombre d'entreprises algériennes n'ont pas encore totalement adopté les outils numériques, à cause de dépenses importantes et d'un déficit de vulgarisation.
- Disparités digitales : Malgré des efforts déployés pour diminuer l'écart numérique, un grand nombre de régions rurales n'ont toujours pas accès aux services numériques.
- Diversité des systèmes : L'absence d'interconnexion entre les divers systèmes et interfaces numériques compromet souvent l'efficacité des services publics en ligne.
- Manque d'indicateurs de performance : L'absence de critères précis rend difficile l'évaluation de la performance des projets numériques actuellement en cours.

7.1. Suggestions pour une gouvernance efficace :

La SNTN 2025-2030 s'appuie sur une vision audacieuse, structurée autour de cinq piliers et vingt-cinq buts stratégiques. Bien que la stratégie fournisse un cadre conceptuel solide, elle ne parvient pas à établir une structure de mise en œuvre suffisamment forte pour assurer l'accomplissement de ses buts.

Pour assurer l'application efficace de la SNTN, les moyens suivants sont essentiels :

1. Mettre en œuvre un plan d'action opérationnel structuré, étape par étape et quantifié. Chaque objectif nécessite une déclinaison annuelle comprenant des résultats attendus, un budget alloué et des responsabilités clairement définies.
2. Identifier des institutions modèles pour chaque domaine ou ensemble d'objectifs. Pour illustrer.
3. Mettre en place un Observatoire national indépendant dédié au numérique. Il aurait pour responsabilité de publier tous les six mois un rapport sur l'évolution des 25 objectifs, comprenant des données accessibles au public, des alertes préliminaires et des conseils modifiés.
4. Établir un comité interministériel pour la coordination numérique. Équipé d'une capacité de redistribution budgétaire numérique entre ministères et d'un tableau de suivi en temps réel, à l'instar de ce que pratique l'Égypte par le biais de son Ministère du Plan numérique.

5. Adapter les politiques numériques en fonction des territoires Il faut décliner les objectifs par région ou wilaya, en considérant les disparités en matière d'infrastructure, de formation et de services numériques publics. On applique cette méthode avec succès, notamment en Afrique du Sud.
6. Inclure systématiquement les intervenants de l'écosystème. Les modalités de coopération et d'évaluation doivent engager les opérateurs de téléphonie, les startups, les établissements universitaires, les acteurs territoriaux et la société civile. En somme, la réussite de la SNTN dépendra plus de la capacité à honorer ses engagements que d'avoir bien diagnostiqué les enjeux stratégiques.

Pour l'Algérie, la stratégie numérique nationale 2025-2030 représente un jalon important. Elle témoigne d'une ambition politique claire, jetant les bases d'un numérique souverain, fondé sur la modernisation de l'État et le développement économique et social.

7.2. La fibre optique : l'épine dorsale de la stratégie numérique algérienne

L'Algérie accélère le déploiement de la fibre optique au niveau national pour faciliter sa transformation numérique. Les premiers responsables du secteur des télécommunications ont affiché l'objectif d'éliminer progressivement le cuivre d'ici la fin de 2027, le remplaçant par une fibre optique, qui serait plus efficace. Par ailleurs, la compagnie Algérie Télécom annonce avoir achevé le cap du très haut débit. Il s'agit de plus de 2 millions d'abonnés (Maouchi, 2025) avec la combinaison des abonnés très haut débit et de la fibre optique. L'opérateur historique projette désormais d'atteindre 3 millions d'abonnés FTTH d'ici fin 2025 et de couvrir 100 % des wilayas en fibre optique à l'horizon 2027 (Remouche, 2025).

Plusieurs régions, dont Bordj Badji Mokhtar, Constantine et Annaba, ont déjà été entièrement connectées, tandis qu'Alger est couvert à 98%, Oran à 60% et Blida à 62%. Pour avoir été complètement couverte par la fibre optique, la wilaya de Constantine au relief difficile, représente aujourd'hui une véritable prouesse technique.

L'on note également le projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique, qui se traduit par l'implantation de 2600 km de câbles reliant Alger à In Guezzam et avec une extension à Tindouf. En même temps, le câble sous la mer Medusa longue de 8760 km relie le Nord de l'Afrique et l'Europe d'ici fin décembre 2025. Le câble de 24 paires de fibres et de 480 téraoctets permettra de renforcer la connectivité entre les deux rives méditerranéennes.

7.3. Algérie Telecom et Huawei propulse l'Algérie dans l'ère du très haut débit

Algérie Télécom, principal opérateur de télécommunications en Algérie, a annoncé le 21 février 2025 un partenariat stratégique avec Huawei (Huawei, 2025) pour le déploiement d'un réseau national de transmission optique ultra-haut débit de 400 Gbps (400G WDM).

Ce plan audacieux a pour but de donner un coup de jeune à l'ossature numérique nationale afin de suivre le rythme effréné de l'économie digitale et de mieux orienter les services en ligne. Concrètement, avec le déploiement du réseau 400G WDM, on verra une nette amélioration de la capacité de transmission, en proposant une vitesse de transfert des données bien plus performante que ce qui existe aujourd'hui. C'est crucial pour faire face à l'explosion du volume de données, en partie due à l'essor du commerce en ligne, de l'informatique dématérialisée et du big data.

Parallèlement à l'amélioration de la capacité et de la vitesse du réseau, cette nouvelle infrastructure vise à minimiser la latence et à améliorer la fiabilité des connexions.

Pour les particuliers comme pour les entreprises, cela se traduira par une expérience utilisateur optimisée, car l'accès aux services à distance tels que l'enseignement, les soins de santé (télémédecine) et les services administratifs en ligne sera simplifié.

7.4. Partenariats clés pour la 5G en Algérie pour les opérateurs de téléphonie mobile : Un véritable catalyseur pour la transformation digitale

La Téléphonie de 5^{ème} génération arrive à grand pas en Algérie. Plusieurs opérateurs ont récemment signé des partenariats le déploiement de la technologie compatible avec la 5G. Il s'agit de l'opérateur public Mobilis qui a opté pour le géant technologique chinois Huawei, Djezzy pour Nokia, leader mondial du développement de réseaux 5G et de la production d'équipements de réseau pour les opérateurs télécoms, et Ooredoo pour Ericsson (SIGNAL, 2023), l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'infrastructures de télécommunications, y compris pour les réseaux mobiles 5G.

Un autre avantage majeur de la 5G est son rôle de catalyseur pour la transformation numérique de tous les secteurs d'activité. La 5G pourrait révolutionner l'économie algérienne, qui souhaite diversifier son économie en dehors des hydrocarbures. Cela pourrait se faire en contribuant à des secteurs aussi cruciaux tels que les industries, la santé, l'éducation, l'agriculture et les services publics. Cela changerait radicalement la donne en ce qui concerne l'accès aux soins de santé dans le pays.

Une meilleure connectivité pour tous

Un avantage clé de la 5G est sa faculté de connecter en même temps une quantité supérieure d'objets, y compris dans les lieux très peuplés. Ceci devrait améliorer la qualité du réseau mobile partout au pays, en diminuant les problèmes de surcharge dans les villes et en aidant à réduire la fracture numérique en offrant une meilleure connexion dans les zones rurales et isolées. Cela veut dire que plus de foyers et d'entreprises pourront profiter d'une meilleure façon d'accéder aux informations, aux prestations numériques et aux opportunités économiques.

Ainsi, la 5G donnera aux Algériens l'occasion de profiter de services en ligne ultra-rapides et super efficaces. Son intégration dans l'industrie ouvrira la porte à des idées neuves pour automatiser la production, surtout avec l'essor de l'IoT. Pour les entreprises algériennes, la 5G pourrait être un vrai plus pour rester compétitives, en réduisant les coûts de production, en boostant la qualité et en optimisant les opérations. Dans le domaine médical, la 5G encouragera des nouveautés comme la télémédecine, les opérations à distance et le suivi des patients en temps réel. Ces avancées pourraient changer l'accès aux soins dans les zones enclavées et éloignées.

8. Conclusion

L'analyse développée dans cet article a permis de dresser une lecture critique des politiques publiques menées en matière de numérique en Algérie, entre ambition nationale et réalités territoriales disparates. Les programmes tels que e-Algérie, la SNTN ou la stratégie de déploiement du THD traduisent une volonté d'intégration numérique, mais peinent encore à s'adapter à la diversité des territoires. Les inégalités d'accès, de services et de pilotage local demeurent fortes, malgré des progrès significatifs dans certaines zones.

Ainsi, cette revue des enjeux, des blocages et des politiques fournit un cadre conceptuel et critique essentiel pour comprendre les dynamiques locales d'intégration du numérique.

Lorsqu'on sait que le numérique on doit le replacer dans ses dimensions multiples : en tant que ressource stratégique pour le développement territorial, mais aussi comme enjeu politique, économique et social fortement différencié selon les contextes locaux. Si la technologie numérique est aujourd'hui un moteur de l'innovation, de la modernisation et de l'attractivité, il n'a pas d'impact uniforme sur l'ensemble du territoire national.

C'est pourquoi on doit se rendre à l'évidence que le numérique peut transformer les modes de production, de gouvernance, et de lien social, à condition que les territoires puissent s'en emparer en fonction de leurs ressources, de leur projet de développement, et de leur capacité à coordonner les acteurs.

9. Liste bibliographique :

- Algérie, I. (2025, Avril 7). Rapport: Un état des lieux du numérique en Algérie - 2025. *Interfilalgérie*.
- AlgérieEco. (2025, Mai 12). L'Algérie vise 500.000 experts en TIC et réduire de 40% la fuite de compétences spécialisées. *AlgérieEco*. Récupéré sur <https://algerie-eco.com/2025/05/12/lalgerie-vise-500-000-experts-tic-et-reduire-de-40-la-fuite-des-competences-specialisees/?utm>
- APS. (2023, Novembre 16). Transformation numérique: l'Algérie réalise de grands progrès. Récupéré sur <https://www.aps.dz/algerie/162753?utm>
- CERIST. (2012, Octobre 30). *Restitution des travaux de la commission nationale du haut et très haut débit le 30 octobre 2012*. Récupéré sur Cerist.dz: <https://www.cerist.dz/index.php/fr/manifestations-scientifiques-en-algerie-5/210-2012/818-restitution-des-travaux-de-la-commission-nationale-du-haut-et-tres-haut-debit-le-30-octobre-2012>
- Huawei. (2025, Février 21). *Algeria Telecom Partners with Huawei to Deliver 400G WDM National Backbone Network, Accelerating Digital Economy Development*. Récupéré sur Huawei.com: <https://www.huawei.com/en/news/2025/2/algeria-400g?utm>
- Kahlane, A. (2025). *Analyse de la Stratégie nationale de transformation numérique Algérie 2025-2030 du Haut-commissariat à la numérisation*. Récupéré sur <https://fr.linkedin.com/pulse/analyse-de-la-strat%C3%A9gie-nationale-transformation-alg%C3%A9rie-ali-kahlane-xsbwe>
- Kehlane, A. (2024, Janvier 27). Construire la nouvelle stratégie de transformation numérique de l'Algérie, sur quelle base? *El Watan*. Récupéré sur <https://elwatan-dz.com/index.php/.construire-la-nouvelle-strategie-de-transformation-numerique-de-lalgerie-sur-quelle-base-1re-partie?utm>

- Kehlane, A. (s.d.). *Consultant en stratégie et management numérique, Spécialisé en IA, Cybersécurité et IoT ex Professeur de l'Ecole Militaire Polytechnique (Ex. ENITA)*. 2008: Il a participé aux travaux d'élaboration du programme e-Algérie, en tant que Président de l'Association des fournisseurs de services Internet .
- Kepios. (2024). Digital 2024: Algeria – Global Digital Insights. *DataReportal*. Consulté le JUIN 15, 2025, sur <https://datareportal.com/reports/digital-2024-algeria>
- Maouchi, Y. (2025, Avril 30). Fibre optique : L'Algérie franchit le cap des 2 millions de foyers connectés. *La Patrie NEWS*. Récupéré sur <https://lapatrienews.dz/fibre-optique-lalgerie-franchit-le-cap-des-2-millions-de-foyers-connectes/?utm>
- Miloudi, M. (2023). Conférence sur le système éducatif et la transition numérique en Algérie. *Académie algérienne des sciences et technologies*.
- MPT, A. (2024, Octobre 15). *Nouveau saut quantitatif et qualitatif en termes de raccordement à la technologie FTTH : plus d'un million et demi (1,5) de foyers connectés*. Récupéré sur MPT.gov.dz: <https://www.mpt.gov.dz/fr/>
- MPTIC. (2008). *Synthèse du programme e-Algérie 2013*.
- NAIT-ALI, M. (2024, Février 28). Réseaux sociaux : plus de 24 millions d'utilisateurs en Algérie. *INTERLIGNES*. Récupéré sur <https://interlignes.com/reseaux-sociaux-plus-de-24-millions-dutilisateurs-en-algerie/?utm>
- ONU. (2022). ENQUÊTE SUR L'E-Gouvernement 2022. Récupéré sur <https://publicadministration.un.org/egovkb/Portals/egovkb/E-Government%202022%20Sep%2027%20Fr%20Final%20-DK.pdf>
- Remouche, K. (2025, Avril 30). Algérie Télécom accélère sa transformation numérique : objectif 100 % fibre d'ici 2027. *Algerie INVEST*. Récupéré sur <https://www.algerieinvest.dz/algerie-telecom-accelere-sa-transformation-numerique-objectif-100-fibre-dici-2027/>
- SIGNAL, O. (2023, Mars). *Algeria : Mobile Network Experience Report*. Récupéré sur [opensignal.com: https://www.opensignal.com/reports/2023/03/algeria/mobile-network-experience?utm](https://www.opensignal.com/reports/2023/03/algeria/mobile-network-experience?utm)
- Taib, E. (2015, Juin 1). E.Algérie 2013, ou l'échec d'une politique publique de modernisation de l'administration par les TIC, *.Revue algérienne de Politique Publique*, 3(2), pp. 6-22. Récupéré sur <https://asjp.cerist.dz/en/article/18689>